

# Le pouvoir aux travailleurs

17 mars 2013

N° 189

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- UN GOUVERNEMENT PLEIN D'ARROGANCE ET DE MÉPRIS ENVERS LES TRAVAILLEURS ET LEURS FAMILLES .....	2
- ATTAQUE SUR LA FRONTIÈRE OUEST : UN MELANGE EXPLOSIF DE PROBLÈME FONCIER ET DE MILICES ARMÉES AFFAMÉES .....	3
- EN COTE D'IVOIRE COMME AILLEURS, L'EMANCIPATION DE LA FEMME RESTE A CONQUERIR .....	3 - 4
- PENURIE D'EAU ET D'ELECTRICITE SUR ABIDJAN .....	4 - 5
- ENTRE LA PAROLE ET LES ACTES, LE FOSSÉ EST GRAND .....	5
- LE TRAVAIL DES ENFANTS EN QUESTION.....	5 - 6
- FILTISAC UNE MAIN AMPUTÉE POUR LE PROFIT.....	7
- FILTISAC LES PATRONS ONT UN PORTE MONAIE A LA PLACE DU CŒUR.....	7
- FLAMBÉE DU PRIX DU LOGEMENT LES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS MAL LOGÉS .....	7 - 8
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LES VOIES PUBLIQUES SE DEGRADENT DANS L'INDIFFERENCE TOTALE DES AUTORITES.....	8
- VENEZUELA : VIE ET MORT D'HUGO CHAVEZ.....	9 - 10

UN GOUVERNEMENT PLEIN D'ARROGANCE ET DE MÉPRIS  
ENVERS LES TRAVAILLEURS ET LEURS FAMILLES

L'activité favorite du gouvernement en cette période où il parle de « *bilan* » de l'année 2012 et des « *objectifs* » pour 2013, c'est de se lancer des fleurs et de s'auto congratuler. Ainsi, il se félicite de sa prétendue « *lutte contre la cherté de la vie* », de la « *protection de la santé maternelle et infantile* » de la « *sécurité alimentaire* », de la « *création d'emploi* », etc. Bref, à l'écouter tout va très bien dans ce pays grâce à lui.

Oser dire que dans ce pays il y a la « *sécurité alimentaire* » c'est vraiment se moquer des gens ! La vérité c'est que la grande majorité de la population ne mange pas à sa faim. Même ceux qui ont la chance d'avoir un travail salarié et un revenu plus ou moins régulier ne peuvent pas assurer la subsistance de leurs familles à cause du fait que les salaires sont très bas pendant que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

Le gouvernement dit qu'il lutte contre la cherté de la vie mais c'est lui qui bloque les salaires pour le grand bien des profits patronaux. Il dit qu'il lutte en faveur de la santé maternelle et infantile mais c'est tout à fait le contraire car les hôpitaux publics au lieu de s'améliorer ne font que se dégrader d'années en années. Ils deviennent de plus en plus des mouroirs pour les populations pauvres. Le peu qui existe est de moins en moins entretenu et l'Etat au lieu de renforcer son engagement les laisse dans le délabrement, il n'y a pas assez de matériels médicaux en bon état. Même la pharmacie d'Etat qui existait dans les hôpitaux, grâce à laquelle les populations pauvres avaient accès à des médicaments à moindre coût vient d'être privatisé.

Quant aux créations d'emplois ce n'est que de la poudre aux yeux. La réalité c'est la progression du chômage. La situation des travailleurs est de plus en plus précaire. Il y a de moins en moins d'embauches et de plus en plus statuts de journalier.

Alors, ces messieurs du gouvernement peuvent toujours raconter leurs salades et se féliciter de leurs « *réussites* ». Les travailleurs vivent une réalité toute autre et le jour où ils retrouveront leur combativité ils mettront en avant leurs exigences et le diront haut et fort au gouvernement et au patronat.

# L E U R S O C I E T E

## ATTAQUE SUR LA FRONTIÈRE OUEST : UN MELANGE EXPLOSIF DE PROBLÈME FONCIER ET DE MILICES ARMÉES AFFAMÉES

Un village situé à 3 km du fleuve Cavally, à 50 kilomètres de Bolequin, a été attaqué par un groupe d'hommes armés, dans la nuit du 12 au 13 mars. Il semble que les assaillants sont venus de l'autre côté du fleuve, du Libéria. Il y a entre 8 et 11 morts : parmi eux, 7 ressortissants burkinabés dont une femme, tous taillés à la machette. Deux Frci en faction dans ce village ont été aussi tués. Des maisons ont été brûlées et des boutiques pillées.

Il s'agit là d'une énième attaque depuis la fin de la guerre. Comment s'en étonner, quand on sait que cette région Ouest a été le lieu de plusieurs conflits fonciers à relent ethnistes, faisant des morts à chaque fois, depuis plusieurs années ? Ensuite, depuis 2002, cette région est passée successivement sous le contrôle de plusieurs bandes armées : celle de feu Robert Guéi, celle des milices pro-Gbagbo, avant de passer entre les mains des bandes armées de Soro Guillaume. Ce passage est à chaque fois accompagné de massacres de populations, de villages brûlés, de règlements de comptes et de pillages. Le conflit foncier s'est ainsi aggravé au fil des ans.

Alors on peut toujours disserter sur l'origine des assaillants et l'objet de leurs attaques, comme le font les journaux, selon qu'ils soient verts, bleus ou rouges.

Ce qui est certain, c'est que depuis la fin de la guerre, des milices armées sont dans la nature, particulièrement dans cette région forestière vagabondant dans le no man's land situé entre le Libéria et la Côte d'Ivoire. De plus, les populations guéré, originaires de cette région, se sentent dépossédées de leur terre. Nombre d'entre elles ont fui leurs villages et même la Côte d'Ivoire, de peur pour leur vie, tant la tension est toujours grande, la haine présente et le problème de la terre non résolu.

Tant que cette situation perdure, comment s'étonner que ce genre d'attaque armée ne se reproduise régulièrement ? En attendant, les populations qui habitent dans ces régions vivent dans la peur permanente de vengeance et de représailles.

La présence des Frci dans cette région, du fait qu'elles étaient elles-mêmes à l'origine une milice nordiste et partisane, ne fait qu'aggraver une situation déjà difficile.

## EN COTE D'IVOIRE COMME AILLEURS, L'EMANCIPATION DE LA FEMME RESTE A CONQUERIR

Avec la modification du code de la famille, des milliers de femmes salariées, qu'elles soient célibataires, divorcées avec enfants ou mariées avec ou sans enfants, ont constaté sur leur bulletin de salaire une augmentation de leur net à payer. Cela est dû à la diminution des impôts

consécutives à la modification de leur part d'IGR. L'IGR (Impôt Général sur le revenu) est un impôt qui se calcule sur le salaire brut et qui tient compte de la situation familiale du salarié. Or, auparavant la femme ne disposait que d'une part, quelle que soit son statut matrimonial. Cela créait d'importantes

## L E U R S O C I E T E

différences au niveau des impôts à payer entre les hommes et les femmes. Ainsi prenons deux salariés, un homme et une femme touchant chacun 120 000F de salaire. L'homme ne paye pas d'IGR alors que la femme en paye 6 473F. Plus les salaires sont élevés, plus la différence est grande.

Cette mesure apporte donc un peu plus d'égalité dans le traitement salarial. Ce sera des impôts réduits de moitié, même si cette réforme soulage un peu quelques milliers de travailleuses qui sont payées sur bulletins. Cela ne réduit pas pour autant la pauvreté comme s'en targue le gouvernement. Car, il y a toutes celles qui aujourd'hui dans les zones industrielles sont payées de la main à la main. Elles peuvent perdre leur travail du jour au lendemain et partant, tout moyen de subsistance sans que le patron ne soit inquiété. Il suffit qu'une femme soit enceinte pour être renvoyée sans que cela ne constitue un délit pour l'employeur. Pour toutes celles-là, la réforme sur l'IGR ne signifie rien. Elles ne savent même pas que cet impôt existe. Pour toutes celles-là, ce qui réduirait la pauvreté c'est d'avoir un emploi qui permette de vivre.

De plus, ce gouvernement se gargarise du changement du code de la famille qui réduit l'inégalité homme/femme dans le foyer. Pourtant, ce n'est pas avec de simples lois que les choses vont changer sur le terrain. Beaucoup reste à faire. On ne cite même pas les pesanteurs sociales qui continuent à montrer la femme comme un faire-valoir, une personne digne seulement de s'occuper des enfants et de la maison. Pourtant chaque jour, elle se démène dans les foyers, dans les usines et dans les entreprises pour assurer la subsistance.

Dans la lutte contre les mutilations génitales féminines ou les violences faites aux femmes, il n'y a pas encore de réelles condamnations comme le stipulent les lois pour que ça s'arrête. Dans le cas de l'excision, il existe une sorte de complaisance des autorités qui laissent faire en se contentant d'effets d'annonce de temps en temps dans des journaux. Idem pour les mariages forcés et la discrimination au niveau du droit à la scolarisation pour les filles.

Dans notre pays, en théorie la société se modernise, mais dans la pratique on est encore au Moyen-Âge.

## PENURIE D'EAU ET D'ELECTRICITE SUR ABIDJAN

La SODECI et la CIE sont les entreprises qui font la distribution de l'eau et de l'électricité en Côte d'Ivoire. Ces temps-ci les coupures intempestives d'eau et de courant mettent à mal les populations de la commune d'Abidjan. Et pourtant avoir son compteur d'eau ou d'électricité à soi n'est toujours pas aisé pour les foyers à faible revenu. Mais même cela n'est pas une garantie pour avoir de

l'eau et le courant, mais certainement des factures salées régulièrement.

En parcourant les rues des quartiers populaires, il est fréquent de constater de longues files d'attente devant les points d'eau. Il paraît qu'on est en saison sèche, donc l'eau se fait rare. Même à Abidjan, ville des lagunes et arrosée presque toute l'année. A Abobo, commune

## L E U R S O C I E T E

surpeuplée de la ville d'Abidjan, il y a des quartiers où le robinet est sec depuis plusieurs mois. A Akéikoi par exemple, les robinets de la SODECI ne fournissent plus d'eau depuis plus de 4 mois. Les populations sont bien contentes quand il pleut. Sinon c'est des corvées à la recherche d'eau à des heures tardives souvent et sur de longues distances.

Des quartiers comme ça, on pourrait en citer par dizaine dans toutes les communes d'Abidjan. A Micao, sous-quartier de la zone industrielle de Yopougon, les familles se débrouillent pour avoir de l'eau avec des entreprises qui ont des forages. A Koumassi et Port-Bouet, il n'est pas rare de voir des puits dans les cours.

Ainsi, on ne fait la corvée que pour l'eau à boire et pour la cuisine.

Il y a de cela quelques années, pour justifier l'augmentation des factures de la SODECI, l'Etat avait prétexté qu'il voulait se donner les moyens de renouveler les installations vétustes et étendre le réseau de distribution d'eau. Mais depuis, l'argent est bien encaissé, mais d'amélioration, il n'y en a point eu.

Aujourd'hui avec la détresse causée au sein de la population par les coupures répétées d'électricité, l'Etat s'en est servi pour augmenter le coût des factures. Et cette fois c'est aux économiquement faibles qu'il s'en prend en augmentant la tarification des factures des compteurs de 5 ampères.

## ENTRE LA PAROLE ET LES ACTES, LE FOSSÉ EST GRAND

Le gouvernement prétend lutter contre la cherté du coût de la vie. Mais cela ne l'empêche pas de laisser la CIE augmenter le tarif de l'électricité. Tenez-vous le pour dit : cette augmentation ne touche pas les riches. Uniquement les foyers les plus pauvres : ceux qui bénéficiaient jusque-là d'un tarif préférentiel, les locataires d'un compteur de 5 ampères.

Le gouvernement prétend que plus de 570.000 abonnés bénéficient

selon lui indument de cette subvention, parce que dépassant une consommation de 80 Kwh par bimestre, qui serait une limite à ne pas dépasser.

Quoiqu'il en soit, ce ne sont certainement pas les riches qui mettent un compteur de 5A chez eux. C'est dire que le gouvernement s'attaque bien aux plus pauvres. Tous ses discours sur la lutte contre la pauvreté ne sont que des écrans de fumée !

## LE TRAVAIL DES ENFANTS EN QUESTION.

Il n'y a plus besoin d'aller dans les champs pour trouver des enfants au travail. On les voit même à Abidjan aux feux tricolores vendant de l'eau glacée, des mouchoirs, etc.

Il y a vingt-cinq ans, on ne voyait pas de vendeurs aux feux. Aujourd'hui, vue la misère grandissante, ce phénomène a pris de l'ampleur. Les enfants, dont la place

## L E U R S O C I E T E

devrait être à l'école, sont transformées en vendeurs aux abords des routes et aux feux. Cela, d'autant plus que les seuls revenus des parents n'arrivent plus à couvrir les charges de la famille.

Pour changer les choses, la

solution n'est pas d'interdire ou pas le travail des enfants. Tant que les revenus des parents n'arriveront pas à satisfaire les besoins de la famille, nombre de familles pauvres n'auront pas d'autres choix pour couvrir, comme ils peuvent, leurs besoins.

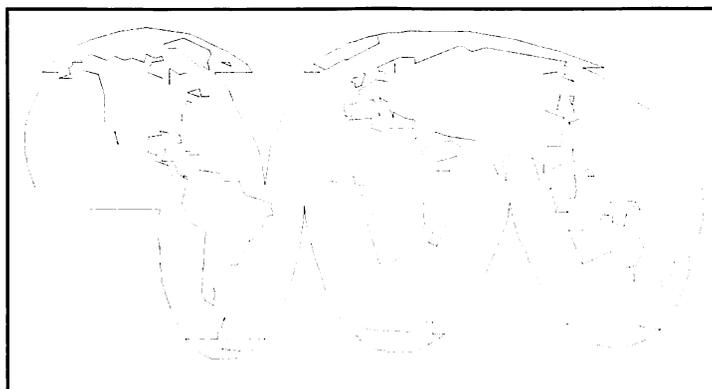
## CECOS EST DE RETOUR ?

Ils sont au nombre de 750, composés de policiers, de gendarmes et de militaires. Ils disposent de véhicules blindés équipés de caméras de vidéo-surveillances, de géo localisation, de communication satellitaire, sans compter les équipements en armement divers, etc. Nouveau Cecos s'appelle Ccdo (centre de coordination des décisions opérationnelles). Comme du temps de Gbagbo, ils disent que c'est pour lutter contre le « *grand banditisme* ». Mais attention a tenu à prévenir Ouattara : « *ce n'est pas Cecos bis* » ! Le fait même qu'il en fasse référence est déjà

à lui seul révélateur des méfaits à venir que ce nouveau corps répressif pourrait faire subir dans les quartiers. On se souvient que le Cecos, était avant tout une bande de racketeurs qui sévissaient particulièrement contre les pauvres. Le Ccdo est placé sous le commandement d'un Lieutenant-colonel du nom de Youssouf Kouyaté.

Selon Ouattara, cette force est là pour répondre à une « *urgence ponctuelle* » et « *doit mettre un terme au racket des forces de l'ordre* ». Alors, on a envie de lui demander à quoi servent donc les Gspr, la Gr, les Frci, la Frap, etc. Il y a de quoi s'y perdre !

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---



---

### FILTISAC : UNE MAIN AMPUTÉE POUR LE PROFIT.

---

Un travailleur journalier de la carderie a eu sa main broyée par une machine au mois de septembre de l'année dernière. Depuis lors, il est toujours en arrêt d'accident de travail. Et il n'a touché que deux mois de salaire. Et puis, plus rien.

Dans cette section réputée être dangereuse, les accidents de travail sont fréquents. Cette machine sur laquelle se trouvait notre collègue est à sa 5<sup>ème</sup> victime en seulement quelques années. Des doigts ont été coupés, des mains arrachées... Les patrons le savent mais ne prennent aucune

mesure de sécurité pour éviter de tels accidents de travail.

Il y a certainement un moyen d'éviter de telles choses, mais pourquoi un patron investirait dans la sécurité des travailleurs du moment que son profit est régulier et qu'il n'est pas inquiété ?

Mais qu'il prenne garde car les travailleurs de cette usine savent dire non quand ils estiment que trop c'est trop. Des doigts sont coupés, des mains sont broyées, mais le patron peut tomber sur un os.

---

### FILTISAC : LES PATRONS ONT UN PORTE MONAIE A LA PLACE DU CŒUR

---

Un journalier au filage vient de mourir dans l'indifférence totale de la direction.

Depuis plusieurs mois ce travailleur souffrait d'une maladie que lui-même ne savait certainement pas faute de soin. Son maigre salaire journalier ne lui permettait pas de se soigner convenablement et comme il n'avait pas de prise en charge maladie, Il était obligé de se soigner à l'indigénat et par automédication. En tant que journalier, ses repos maladies

ne sont pas pris en compte, il était donc obligé, malgré son état, de venir travailler au même rythme que tout le monde. La mort est survenue très rapidement. C'est une mort dans laquelle la responsabilité des patrons est engagée. Mais très vite, ils se sont servis du prétexte qu'il est journalier pour se désengager.

S'ils continuent comme ça à semer le vent, les patrons finiront par récolter la tempête !

---

### FLAMBÉE DU PRIX DU LOGEMENT LES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS MAL LOGÉS

---

Aujourd'hui, il est très difficile pour un travailleur de se trouver un logement correct avec un loyer à sa portée. Même dans nos quartiers populaires comme Abobo ou

Yopougon, on trouve difficilement une maison individuelle de 2 pièces en dessous de 30.000 F par mois. Or cette somme représente presque la moitié du salaire d'un ouvrier.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

Ils sont condamnés à vivre dans des taudis ou à squatter le salon des parents pour ceux qui ont des parents prêts à les accueillir.

Même lorsqu'on trouve un logement, les conditions d'accès sont très élevées. Il faut déboursier parfois d'un seul coup sept mois de loyer qui comprend les mois de caution, les mois d'avance mais aussi des « *frais d'agence* ».

Avec la pénurie de logement et surtout le chômage, des margoulin font leurs affaires et en font leur gagne

pain. Ils se font appeler « *agence immobilière* ». Ils exigent la somme de 5000F rien que pour faire visiter une maison et lorsque la maison est prise, il faut leur donner un mois de loyer gratuitement.

Il est dans la possibilité des pouvoirs publics de construire des habitations à loyers modérés et de limiter la progression du prix des loyers dans le secteur privé. On dirait qu'à part faire des beaux discours ils ne savent rien faire d'autre.

---

### ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LES VOIES PUBLIQUES SE DEGRADENT DANS L'INDIFFERENCE TOTALE DES AUTORITES

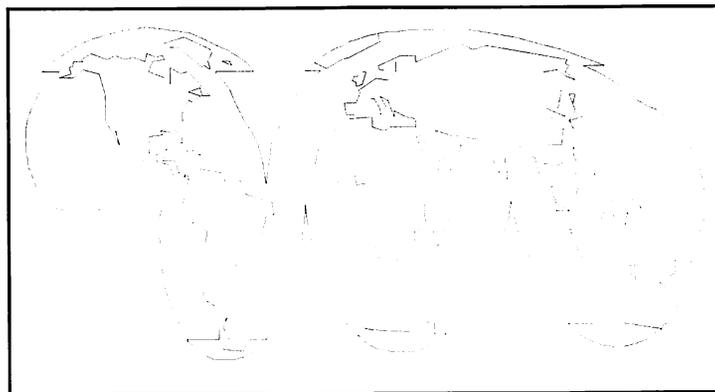
---

La voirie de la zone industrielle de Yopougon est dans une situation de dégradation très avancée. Le bitume fait place à des voies de terre battue. Mais il n'y a pas que la voirie, tous les carrefours de la zone sont abimés. Au grand carrefour de la zone industrielle même, la voie est continuellement encombrée par les eaux d'écoulement

des égouts. Cette mare, non seulement abime le goudron, mais en plus réduit la chaussée praticable et rend les traversées pour les piétons dangereuses.

Cette dégradation ne semble pas émouvoir les autorités. Elles se contentent de collecter les impôts. Le reste peut attendre selon elles.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

VENEZUELA : VIE ET MORT D'HUGO CHAVEZ
---------------------------------------

Après quatorze années passées à la tête du pays, Hugo Chavez est mort le 5 mars à la suite d'un cancer. Des milliers de personnes, souvent issues des classes pauvres, ont rendu hommage à sa dépouille durant de nombreux jours. Des chefs d'Etat de nombreux pays ou leurs représentants, avaient fait le déplacement pour être présents à ses funérailles. Chavez bénéficiait incontestablement d'une popularité auprès des masses déshéritées. D'où venait le crédit dont il bénéficiait ? Quelle a été sa politique ?

Le Venezuela est un pays pauvre qui produit beaucoup de pétrole. Les recettes financières de l'Etat ont augmenté considérablement entre 1973 et 1983, mais la manne pétrolière n'a pas permis pour autant de développer les infrastructures du pays et encore moins d'améliorer la condition misérable de la population. Ce fut surtout le règne de l'argent facile pour les classes possédantes et pour la petite bourgeoisie qui gravitait autour du pouvoir à cette époque. La corruption de l'Etat était devenue progressivement une gangrène. La chute des prix du pétrole par la suite amena des difficultés que les classes riches allaient faire payer aux classes pauvres.

Le FMI (Fonds Monétaire International) qui avait prêté de l'argent au Venezuela, exerça une pression qui poussa le président Carlos Pérez au pouvoir en 1989, à privatiser à peu près tout et supprimer le contrôle des prix. Ceux-ci ont augmenté en flèche, entraînant cinq jours d'émeutes en février 1989, sévèrement réprimées par la garde nationale et par l'armée, qui ont fait entre 1000 et 1500 morts parmi la population essentiellement des grandes villes.

C'est en février 1992 que Hugo Chavez alors lieutenant-colonel des parachutistes, tenta de faire un putsch

militaire à la suite duquel il fut arrêté et mis en prison. Une autre tentative de coup d'Etat en novembre de la même année échoua également. Mais Pérez abandonnait la présidence à la suite d'un scandale révélant sa corruption. Son successeur, Raphaël Caldera, poursuivit la politique de Pérez mais relâcha Chavez. La population vivant sous le seuil de pauvreté continuait d'augmenter.

Les très hauts gradés de l'armée étaient solidaires du système, mais les officiers subalternes issus des couches populaires étaient gagnés par la grogne. C'était le cas pour Chavez et ses amis, qui s'étaient politisés au contact de la société civile et étaient eux-mêmes issus de milieux modestes. Il exaltait la fibre nationale en se référant entre autres à Simon Bolivar, héros de l'indépendance du pays (1830).

Six ans après son coup d'Etat manqué, Chavez se présenta à l'élection présidentielle de 1999 à la tête d'un mouvement politique qui cherchait encore ses repères et fut élu par 56% des voix.

Chavez et ses partisans, militaires ou civils, n'avaient aucune intention de s'en prendre à la dictature de l'argent, ils ne se sont pas attaqués à la propriété privée des moyens de production, la propriété capitaliste. Ils se sont cependant opposés aux multinationales américaines et imposé leurs conditions sans aller jusqu'à les confisquer. Le simple fait d'accroître le contrôle de l'Etat a suffi pour qu'il devienne la bête noire des dirigeants des Etats-Unis.

En direction des classes pauvres du pays, Chavez et ses partisans ont mis en place des missions sociales, offrant des solutions d'urgence pour la nourriture, le logement ou la santé, notamment avec l'aide de médecins venus de Cuba. Les mères de familles qui élevaient seules leurs enfants ont

bénéficié de certaines protections sociales et d'une aide de l'Etat. Les droits d'inscription à l'école, que devaient payer les parents, furent supprimés et ont ainsi permis à 600 mille élèves d'accéder à la scolarisation. En 2001, Chavez avec l'aval des députés, promulgua différentes lois dont la « *loi sur la terre* ». La réforme agraire n'a jamais été véritablement appliquée, mais sa seule annonce a suffi à déclencher la colère des grands propriétaires terriens relayée par les dirigeants de la compagnie nationale pétrolière. Dans ce pays d'Amérique latine où les inégalités sont criantes, l'annonce d'une telle mesure ou sa simple ébauche, a suscité une certaine popularité envers le régime de Chavez. La sympathie à son égard a probablement traversé les frontières du pays mais à aucun moment Chavez n'a tenté de s'appuyer sur ce sentiment pour mettre en cause les régimes de dictature, nombreux dans cette partie du monde.

L'opposition, les possédants, les politiciens déchus, se sont unis pour tenter de reprendre le pouvoir. En 2002, ce monde de nantis, encouragé par les Etats-Unis, principal importateur du pétrole vénézuélien, se mobilisa pour renverser Chavez par un coup d'Etat. Le putsch a échoué lamentablement car le petit peuple ainsi qu'une partie de l'armée ont défendu le pouvoir. Cela n'a fait que consolider ce pouvoir et Chavez

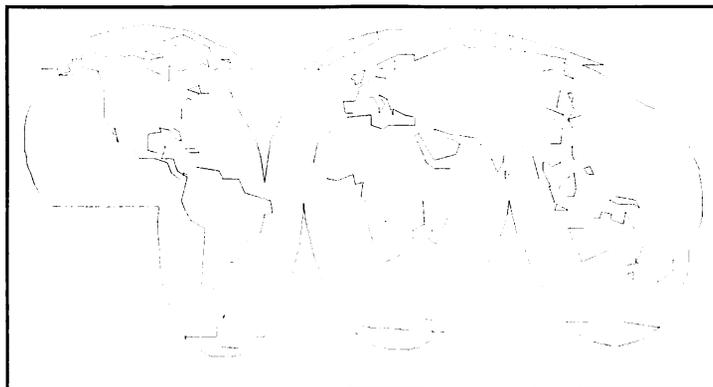
s'est affiché à partir de ce moment comme partisan d'un « *socialisme du 21<sup>e</sup> siècle* » et a accolé l'étiquette socialiste au nom de son parti.

La popularité dont a bénéficié Chavez (il a conservé cette popularité jusqu'à sa mort) donne une idée de la haine suscitée en Amérique latine par la domination impérialiste. Ces peuples ont été exploités, opprimés pendant des siècles par les grandes puissances. Pour tirer bénéfice de la culture de la canne à sucre, du coton on leur a imposé l'esclavage. Plus tard cette forme d'oppression et d'exploitation a été relayée par des dictatures sanguinaires à la solde des classes riches et de l'impérialisme américain.

Malgré les mesures sociales permises par la rente pétrolière, Chavez n'a pas réussi à sortir le pays du sous-développement ni supprimé les inégalités, le chômage et la misère. La corruption est revenue car ce terrain est propice à son développement.

Il n'y a pas d'échappatoire pour les pays pauvres que celui de mettre en cause les bases de la société en s'attaquant à la propriété capitaliste. La classe ouvrière même minoritaire de nos pays, épaulée par la grande masse des déshérités et aidée par les intellectuels qui n'acceptent pas cette situation, peut jouer un grand rôle dans le processus de transformation de la société. C'est la seule solution pour mettre fin à la misère et à ses conséquences désastreuses.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.